

UN VRAI + pour l'éducation prioritaire et l'École

COLLOQUE COLLÈGES REP+
9 octobre 2014



« Collèges REP+, états des lieux et devenir » *Mise en place et enjeux des REP+*

Discours de clôture du colloque

Benoît Hubert – Secrétaire général du SNEP-FSU

Il me revient de clore cette journée dont l'objectif double était le bilan de l'installation des REP+ préfigurateurs, des modalités mises en œuvre et des dysfonctionnements observés mais aussi les pistes de réflexions et de revendications à porter. Bien sûr, cela ne clôt pas notre réflexion commune au sujet de l'Éducation prioritaire. Cette réflexion continuera au sein de tous nos syndicats et sera menée avec l'ensemble des collègues enseignants et des personnels de l'Éducation prioritaire.

Les choix politiques suivis par le gouvernement impactent fortement la fonction publique et les services publics. Si l'éducation semble préservée au nom de la priorité qui lui a été donnée, à elle et à la jeunesse, le dogme de réduction des déficits publics offre une réalité moins reluisante puisque c'est par redéploiements que s'opère l'opération. Les 60 000 postes sont une nécessité mais cela reste insuffisant au regard des besoins et nous faisons face à une grave crise de recrutement. Les jeunes se détournent de l'enseignement et il est plus que temps de revaloriser nos métiers et de les rendre plus attractifs. Les moyens manquent dans nombre d'établissements et les efforts consentis pour l'éducation prioritaire sont certes un signe très positif et important mais ils ne pourront, à eux seuls, résoudre le problème des inégalités à l'œuvre en France, inégalités qui se creusent et dont l'école n'est que le reflet.

L'école ne pourra à elle seule résoudre toutes les difficultés sociales, économiques, les inégalités d'accès à la culture, aux équipements etc. Toutefois, elle a la responsabilité de relever le défi des inégalités de résultats scolaires.

Le périmètre de l'Éducation prioritaire défini par le ministère reste à l'évidence insuffisant. À titre d'exemple, mon département (les Ardennes) est fortement touché, l'éducation prioritaire fortement implantée. On y est face à une misère sociale importante. Mon établissement, qui est un établissement dit favorisé dans le contexte environnant, établissement de centre-ville, concentre près de 40% de CSP défavorisées... Ceci pour dire que la quasi-totalité de ce département pourrait relever de la politique d'éducation prioritaire... Preuve, si besoin en était, de l'échec d'une politique éducative globale qui prend insuffisamment en compte les réalités du terrain et n'offre pas les moyens suffisants et nécessaires à la réussite de tous les élèves, preuve aussi qu'il y a besoin de réfléchir à un élargissement possible de la carte de l'éducation prioritaire et envisager l'accès de lycées dans le dispositif...

« Collèges REP+, états des lieux et devenir »

Mise en place et enjeux des REP+

Mais appartenir à l'éducation prioritaire ne saurait suffire. L'engagement de l'ensemble des acteurs pour la réussite des élèves est un préalable indispensable. Il faut donc répondre aux conditions de cet engagement. Les personnels le disent depuis longtemps, ils ont besoin de temps, ils ont besoin de reconnaissance, ils ont besoin d'un autre type de management, plus humain, plus tourné vers les projets à mettre en œuvre pour la réussite des élèves, ils ont besoin de temps de respiration, de formation... C'est ce que la FSU et ses syndicats ont défendu lors des concertations qui se sont tenues. Permettre aux équipes de se rencontrer, de travailler ensemble et de construire les projets éducatifs, disposer d'équipes pluri professionnelles de suivi, d'assistants sociaux, d'infirmières et de médecins scolaires en nombre suffisant pour prévenir et traiter des difficultés des élèves. Les injonctions doivent laisser place aux initiatives des équipes éducatives.

Pour les personnels, la pondération mise en place vise à offrir du temps disponible pour les enseignants afin de réunir et de faire fonctionner les collectifs de travail. On voit, à travers vos témoignages que les tentatives sont fortes pour en faire autre chose... Pour autant, c'est une avancée qu'il faut bien mesurer face à des projets qui, pour pallier le manque d'enseignants, pour résoudre le problème de temps nécessaire proposait, à droite comme à gauche de l'échiquier politique, d'augmenter le temps de présence en établissements jusqu'à 35 heures ou encore tout récemment l'institut Montaigne qui propose d'augmenter le temps de travail et de l'annualiser... (c'est aussi là que réside l'importance du nouveau décret sur les ORS). Il nous faut réinvestir ces temps pour travailler aux initiatives, aux projets éducatifs en direction des élèves. Il faut reprendre possession de ces moments importants de réflexion et de conception pédagogique.

Face aux problématiques posées par l'éducation prioritaire, de nombreux dossiers restent à travailler. Quels personnels dans ces établissements ? Comment répondre à l'affectation par défaut de nombre de collègues ? Comment stabiliser les équipes ? La motivation extrinsèque (prime, points à mutation,...) vaut-elle mieux que la motivation intrinsèque (un établissement où on aurait plaisir à travailler, où on se sentirait valorisé dans le travail effectué,...) ? Comment travailler à l'attractivité de ces établissements ? Quelles perspectives de carrière, de mobilité pour les personnels ? Quel type de management dans ces établissements ? Relèvent-ils d'un profil particulier ou sont-ils seulement des établissements ordinaires qui concentrent les difficultés ? Quelles structures pédagogiques retenir ? Quels effectifs de classe pour assurer la réussite de tous et toutes ? Quelle formation, initiale et continue, spécifique pour répondre aux besoins particuliers des élèves accueillis ? Autant de questions qu'il nous faut encore travailler au sein de nos syndicats respectifs avec les personnels.

Les questions structurelles ne doivent pas être les seules à être interrogées. Dans les syndicats de la FSU, nous considérons que dans ces établissements comme dans tous les autres, une seule et même ambition doit guider l'action éducative. En finir avec les politiques précédentes qui fixaient comme seul horizon à ces élèves la réussite à un socle commun utilitariste et de faible portée, quand on offrait à d'autres tout l'éventail culturel des programmes disciplinaires, qui prônaient une discrimination positive consistant à extraire les meilleurs élèves pour leur permettre de viser plus haut et par là même affaiblissant et ghettoïsant les établissements, ... est indispensable.

Le projet de socle commun de connaissances, de compétences et de culture présenté à la consultation nous permet de sortir de cette double injonction programme et socle. Il permet d'inscrire tous les élèves, quels qu'ils soient, dans un projet de formation exigeant, mobilisateur... Il nous faut nous en saisir pour installer une seule et même ambition pour tous les élèves quels

« Collèges REP+, états des lieux et devenir »

Mise en place et enjeux des REP+

qu'ils soient.

De tout temps, l'éducation prioritaire a été utilisée comme un terrain d'expérimentations. L'institution, dans la dernière période s'en est servi pour innover au plan des pratiques managériales, de l'affectation des enseignants, de l'instauration accrue du mérite... Ces pratiques sont en passe d'être datées, supprimées même si quelques nostalgies perdurent et nuisent à une refondation réelle de l'éducation prioritaire. Ce côté « expérimental » n'est pas à rejeter mais nous devons l'utiliser pour montrer l'efficacité de ce que nous prônons. Il nous faut montrer que le travail collectif, ça marche ! que la formation continue est une nécessité pour travailler à nos pratiques pédagogiques et didactiques, que la liberté pédagogique, la construction de projets,... sont un plus pour les élèves. Il nous faut saisir l'opportunité de faire ces démonstrations, d'être porteurs d'expérimentations voulues, choisies pour le bénéfice de nos élèves. Ce qui se passe en éducation prioritaire est regardé de près par l'ensemble de la communauté éducative et ce qui y réussit intéresse l'ensemble du système éducatif. C'est une occasion de porter et développer le projet éducatif de la FSU et de montrer que le tous éducatif n'est pas qu'un slogan. C'est tous ensemble, réunis, que nous pourrions faire bouger l'école. Nous devons avoir confiance, croire en un autre avenir possible, être ambitieux et exigeant, être conscient qu'au quotidien, dans l'action au sein de sa classe et plus largement, on fait bouger les choses, ...

Il nous faut aussi dire notre fierté, votre fierté de travailler dans l'éducation prioritaire, ce n'est ni une punition pour les personnels, ni une école « des pauvres ». Les équipes éducatives sont au cœur de la problématique de la démocratisation scolaire. Elles y œuvrent au quotidien pour faire réussir les élèves, tous les élèves dans des conditions parfois difficiles (mais ça ne rend que plus belles les réussites qu'ils obtiennent). Pour ma part, avec le recul, j'y ai passé les meilleures années de ma vie professionnelle...

L'objectif au final, l'utopie devrait-on dire, serait que disparaisse l'éducation prioritaire parce qu'elle ne serait plus nécessaire. Dans le contexte politique et social actuel, on se rend bien compte que ce n'est pas pour demain... Travailler à construire cet avenir doit cependant nous mobiliser tous ensemble. Nous n'acceptons pas cette prégnance des déterminismes sociaux. Nos élèves, tous nos élèves, méritent mieux que cela. Il nous faut changer l'école pour changer la société,... et inversement !